



Bourse Uemoa

La BRVM ouvre sa séance du Jour
La Bourse Régionale des valeurs mobilières (BRVM) ouvre sa séance de cotation du jour ... • (Page 07)

Victoire de Trump

Des gains records pour les 10 plus grandes fortunes mondiales

La victoire de Donald Trump à la présidentielle américaine a rapporté 63,5 milliards de dollars aux dix plus grandes fortunes mondiales, selon l'indice ... • (Page 08)

Surtaxes sur le cognac

La France toujours ouverte à des négociations avec la Chine

La ministre déléguée au Commerce extérieur, Sophie Primas, a déclaré ce lundi que les négociations restaient ... • (Page 08)

Togo / Centre d'écotourisme et de ressourcement à Kara

• (Page 03)

Faure Gnassingbé inaugure Lumen Valley



Stratégie de développement agricole

• (Page 04)

Le Togo vise à doubler sa production de café d'ici 2030



UEMOA

Contraction des échanges interbancaires en septembre 2024

D'après le bulletin mensuel des statistiques de la BCEAO, l'Union économique et monétaire ouest-africaine ... • (Page 02)

CCI-Togo

José Kwassi Syménouh a échangé avec l'ambassadrice turque

En vue de renforcer les liens économiques entre le Togo et la Turquie, le Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Togo ... • (Pages 04)

Energie

Les pannes de courant au Nigeria mettent le Togo en difficulté

Les perturbations de la fourniture de l'électricité en provenance du Nigeria affectent plusieurs de ses voisins ouest-africains, qui doivent ... • (Page 06)

« Weekend des jeunes entrepreneurs »

Le YMCA-Togo offre un cadre de visibilité aux primo entrepreneurs

La 2e édition du « Weekend des jeunes entrepreneurs », un projet porté par l'Union chrétienne de jeunes gens/Young men's christian association ... • (Page 11)

FIBREZ SANS FRAIS

ACTUELLEMENT
LES FRAIS D'INSTALLATION SONT À
~~10 000~~ FCFA

CANALBOX
VIVEZ L'INTERNET ILLIMITÉ

8866 www.canalbox.tg

*Sous conditions d'éligibilité et de paiement du premier forfait mensuel

UEMOA

Contraction des échanges interbancaires en septembre 2024

D'après le bulletin mensuel des statistiques de la BCEAO, l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) a enregistré en septembre 2024 une contraction du marché interbancaire, une baisse des taux débiteurs bancaires, ainsi qu'une décélération de l'inflation. Cependant, l'indice du climat des affaires et la production industrielle continuent de croître, indiquant une stabilité de la confiance des entreprises.

• Wilson Lawson

En septembre 2024, le volume des échanges sur le marché interbancaire de l'UEMOA a connu une baisse. Le volume hebdomadaire moyen des opérations, toutes maturités confondues, est passé de 797,4 milliards en août à 735,3 milliards, soit une réduction de 7,8 %. Malgré cette contraction, le taux d'intérêt moyen sur les prêts à une semaine a légèrement augmenté, atteignant 6,15 % contre 6,03 % le mois précédent. Parallèlement, les banques de l'Union ont réduit leur taux débiteur à 7,12 %, contre 7,14 % en août, tandis que les taux créditeurs des dépôts à terme ont connu une légère hausse, passant à 5,37 %. L'indicateur du climat des affaires s'est maintenu au-dessus de sa moyenne de longue période en septembre, atteignant 100,9, soit une légère hausse par rapport à août 2024. Cette évolution positive traduit un regain de confiance des chefs d'entreprises dans l'évolution favorable des activités économiques de l'Union. Par ailleurs, le secteur des services marchands a vu son chiffre d'affaires augmenter de 5,2 % par rapport à septembre 2023, une hausse supérieure à celle de 4,3 % enregistrée en août. La production industrielle s'est for-



tément accélérée, atteignant une croissance de 14,1 % en septembre contre 5,3 % le mois précédent. Cependant, le chiffre d'affaires des entreprises commerciales a ralenti, avec une progression de seulement 2,6 %, en baisse par rapport aux 3,4 % d'août.

Inflation en baisse

L'inflation annuelle s'est stabilisée en septembre, avec un recul de 0,8 point, se situant à 3,6 %. Cette baisse est principalement due à la décélération des prix des produits alimentaires (-1,8 pdp), tandis que le secteur du logement a enregistré une hausse des prix, avec un taux d'inflation de 4,4 % contre 4 % en août. Le recul des taux débiteurs reflète une politique de crédit plus accessible, favorable aux entreprises et aux ménages, tandis que l'augmen-

tation du taux débiteur pourrait encourager l'épargne, participant ainsi à une stabilisation des flux monétaires dans la zone UEMOA.

Soutien à la croissance économique

La BCEAO continue de mettre en œuvre des politiques pour soutenir la reprise économique dans l'UEMOA, en particulier face aux défis inflationnistes. L'environnement international marqué par des tensions géopolitiques et des fluctuations des prix des matières premières influence fortement les économies africaines. Malgré ces défis, les performances en matière de production industrielle et de services confirment la résilience de la zone, qui s'appuie sur une gestion monétaire prudente et un environnement d'affaires stable. Le mois de septembre 2024 témoigne ainsi d'une dynamique économique soutenue dans l'UEMOA, malgré quelques signes de ralentissement sur le marché interbancaire et le commerce de détail, tout en maintenant une inflation sous contrôle.



Image du jour



• Le chef de la diplomatie togolaise, Robert Dussey, s'est entretenu vendredi à Sochi avec son homologue Sergueï Lavrov lors de la conférence ministérielle du Forum de partenariat Russie-Afrique.

AUX DECIDEURS ...

La philosophie Lumen Valley

L'inauguration de Lumen Valley par le Président Faure Essozimna Gnassingbé le 9 novembre 2024 ouvre une nouvelle ère dans la stratégie de développement régional du Togo. Plus qu'un centre d'écotourisme, ce complexe de ressourcement et de formation incarne une vision ambitieuse de développement humain et d'autonomisation de la jeunesse, en intégrant des pratiques écologiques et des infrastructures innovantes au cœur de la région de Kara.

Lumen Valley se démarque par son approche inclusive, qui place la jeunesse au centre des priorités en lui offrant un environnement propice à l'entrepreneuriat, au développement personnel et à la formation professionnelle.

La philosophie de Lumen Valley, qui combine éducation, valeurs spirituelles et respect de la nature, répond aux besoins d'une jeunesse en quête d'un avenir meilleur. Ce centre de ressourcement offre un modèle inspirant pour l'ensemble de l'Afrique de l'Ouest, un modèle qui pourrait également attirer des partenaires internationaux sensibles aux valeurs d'inclusivité et de durabilité. En créant un pôle de formation, de méditation et d'innovation sociale, le Togo pose les fondations d'un avenir prospère et durable pour les générations futures.

Loin d'être un projet isolé, Lumen Valley s'inscrit dans une stratégie gouvernementale plus vaste de valorisation de l'économie sociale et solidaire. En offrant un cadre propice à l'entrepreneuriat rural et en valorisant les produits artisanaux et agricoles locaux, il dynamise l'économie de la région. Les infrastructures modernes, telles que les salles de conférence, les dortoirs et les villas, sont conçues pour attirer des visiteurs en quête de séjours axés sur le bien-être et la contemplation. Ce modèle économique mixte promet de générer des recettes touristiques, de promouvoir l'artisanat local et de créer des emplois durables dans les communautés environnantes.

Le Président Faure Gnassingbé a inscrit la jeunesse et la valorisation des ressources locales au cœur de sa stratégie de développement. Avec Lumen Valley, le gouvernement togolais montre sa capacité à s'associer avec des institutions religieuses comme la Congrégation des Frères Saint-Jean, illustrant une collaboration fructueuse pour des objectifs communs. En appuyant ce type d'initiative, l'État répond aux aspirations de la jeunesse pour des opportunités économiques, tout en renforçant son engagement envers le consommateur local et la préservation de l'environnement.

En s'appuyant sur les savoirs locaux, le projet Lumen Valley incarne une synergie entre modernité et tradition, entre croissance économique et respect de l'environnement. Cet exemple réussi de coopération publique-privée pourrait motiver d'autres pays africains à explorer des modèles similaires, où la préservation de l'environnement se marie à l'innovation sociale. En intégrant des pratiques de construction écologique, Lumen Valley réaffirme la volonté du Togo de devenir un modèle pour le tourisme vert et l'écotourisme.

Le succès de cette initiative pourrait même renforcer les exportations de produits artisanaux togolais, attirant l'attention des marchés internationaux sur les savoir-faire locaux. Lumen Valley, bien plus qu'un centre de ressourcement, est une vitrine du potentiel africain à bâtir des modèles de développement modernes, inclusifs et durables, alignés sur les aspirations de sa jeunesse et les valeurs de préservation environnementale.

L'inauguration de Lumen Valley symbolise une avancée majeure dans le développement régional et durable du Togo, et reflète la vision du Président Gnassingbé pour une économie solide, inclusive et respectueuse de l'environnement. Ce centre est le fruit d'une coopération harmonieuse entre l'État et la société civile, et il pourrait bien devenir un modèle emblématique d'un développement intégré pour l'ensemble du continent africain.

M.T

Le Togo en chiffres

Informations générales	Togo	Afrique Subsaharienne	Source
Superficie	56 790 km ²	21,7 km ²	Banque mondiale, 2018
Population	8,3 millions	1 094 millions	ONU, 2020
Part de la population urbaine	42,8 %	41,4 %	ONU, 2020
Croissance démographique	2,4 %	2,6 %	ONU, 2020
Taux de fertilité	4,4 enfants par femme	4,7 enfants par femme	ONU, 2015-2020
Espérance de vie à la naissance	60,5 ans	60,5 ans	ONU, 2015-2020
Part de la population âgée de moins de 15 ans	41 %	42,7 %	ONU, 2020
Part de la population disposant de moins de 1,9 USD par jour en PPA	24,1 %	38,3 %	Banque mondiale, 2018
Taux d'alphabétisation des adultes	66,5 %	65,9 %	Banque mondiale 2019
APD par habitant	50,9 USD	49,9 USD	Banque mondiale 2019
Classement IDH 2019	167 / 189		PNUD, 2020

Togo / Centre d'écotourisme et de ressourcement à Kara

Faure Gnassingbé inaugure Lumen Valley

Le Président Faure Essozimna Gnassingbé a inauguré le 9 novembre 2024, en présence de diverses autorités, le premier Centre international de ressourcement et d'écotourisme de Kara, baptisé Lumen Valley.

• Joël Yanclo

Le complexe innovant, porté par la Congrégation des Frères Saint-Jean de Kara avec le soutien de l'État togolais, allie écotourisme, formation et spiritualité avec pour objectif de transformer la région de Kara en un pôle de développement humain pour la jeunesse togolaise. Lumen Valley, niché dans la réserve naturelle de Djamdé à 500 m d'altitude, à proximité de Kara, est conçu comme un centre multifonctionnel tourné vers l'entrepreneuriat, le ressourcement spirituel, et l'écotourisme. Le projet, fondé sur la vision de développement régional durable du président togolais, offre à la jeunesse un espace de formation et de développement personnel tout en s'inscrivant dans une dynamique d'économie sociale et solidaire. La construc-



tion de ce centre, intégrée au paysage naturel, repose sur des matériaux locaux tels que la pierre et la paille, dans un esprit de durabilité. Le complexe est structuré autour de trois pôles à savoir la formation et entrepreneuriat avec une école des

arts, des métiers, et un incubateur pour les jeunes entrepreneurs locaux ; les retraites et conférences dans un espace où se dérouleront des rencontres professionnelles et des séminaires ; et le ressourcement spirituel offrant des infrastructures adaptées, notamment une chapelle, pour une retraite en pleine nature.

Au-delà de l'écotourisme

Lumen Valley est bien plus qu'un simple centre d'écotourisme. Il incarne une ambition économique et sociale, articulée autour d'une approche inclusive et durable, qui met en valeur les ressources locales et engage les jeunes dans un modèle de développement régional innovant. Cette initiative, qui bénéficie d'infrastructures modernes (salles de conférences, ateliers, dortoirs et

même une piscine), illustre le potentiel de l'économie solidaire en Afrique, en soutenant des activités à la fois génératrices de revenus et centrées sur le bien-être communautaire. Le centre contribue aussi à la promotion de l'entrepreneuriat et de la formation dans les zones rurales, répondant ainsi aux besoins de la jeunesse en matière d'emploi et de développement personnel. Grâce à l'appui de l'État togolais et de partenaires de la société civile, il représente un modèle inspirant pour d'autres régions du Togo et d'Afrique de l'Ouest.

La jeunesse au cœur des priorités

La création de Lumen Valley s'inscrit dans une série de projets de développement régional portés par le gouvernement togolais, qui place la jeunesse au cœur de ses priorités. La vision du Président Faure Gnassingbé pour un Togo émergent repose sur des partenariats solides avec des institutions religieuses et locales, et Lumen Valley est un exemple de coopération réussie entre l'État et la Congrégation des Frères Saint-Jean de Kara. À travers ce projet, le Togo renforce son engagement pour le consommateur local, la préservation de l'environnement, et le développement d'un écosystème d'apprentissage et de méditation. Le centre Lumen Valley, unique en son genre, allie éducation, valeurs spirituelles, et respect de la nature, symbolisant une avancée vers un modèle de croissance durable et inclusif pour le Togo. En tant

que premier centre d'écotourisme et de ressourcement dans la région, Lumen Valley peut attirer des visiteurs nationaux et internationaux en quête de séjours de bien-être, de retraite, et d'immersion en pleine nature. Cette niche d'écotourisme permettrait d'augmenter les recettes touristiques de la région, tout en valorisant les produits locaux. La présence d'infrastructures comme des villas, un restaurant et des installations de formation peut également stimuler la demande pour les produits artisanaux et agricoles locaux, contribuant ainsi à l'essor des économies locales.

Avantages écologiques

En utilisant des matériaux de construction locaux, tels que la pierre et la paille, et en promouvant des pratiques de gestion écoresponsables, Lumen Valley soutient un modèle économique respectueux de l'environnement. En

accord avec les objectifs de durabilité, ce centre réduit les coûts logistiques de transport de matériaux et limite les émissions de carbone, tout en créant un exemple de tourisme vert et de construction écologique. En s'appuyant sur la Congrégation des Frères Saint-Jean et le soutien de l'État togolais, ce projet sert également d'exemple de coopération publique-privée. Le succès de Lumen Valley pourrait encourager d'autres investisseurs ou partenaires internationaux à s'intéresser à des projets similaires au Togo. La valorisation des savoirs locaux et des ressources naturelles renforce, de plus, le potentiel d'exportation des produits togolais, notamment dans le secteur artisanal, qui pourrait être propulsé par la popularité grandissante de Lumen Valley.



Le Togo en chiffres

Prévisions du commerce extérieur	2021	2022 (e)	2023 (e)	2024 (e)	2025 (e)
Volume des exportations de biens et services (variation annuelle en %)	10,4	6,3	4,9	7,5	7,8
Volume des importations de biens et services (variation annuelle en %)	6,0	5,5	6,2	6,8	8,6

Sénégal	5,0	Etats-Unis	2,7
Nigéria	4,0	Malaisie	2,7

Source : Comtrade, 2022. En raison de l'arrondi, la somme des pourcentages peut être inférieure ou supérieure à 100

Le Togo en chiffres

Indicateurs économiques	Togo	Afrique Subsaharienne	Source
PIB nominal en 2021	8,4 Mds USD	1 870 Mds USD	FMI
PIB par habitant en 2021	591,5 USD	1 742 USD	FMI
Part du secteur de l'agriculture dans le PIB	22 %	19 %	CNUCED, 2020
Part du secteur de l'industrie dans le PIB	23 %	29 %	CNUCED, 2020
Part du secteur des services dans le PIB	55 %	52 %	CNUCED, 2020

Indicateurs économiques	Togo		Afrique Subsaharienne		Source
	2021	2022	2021	2022	
Croissance du PIB réel	+5,1 %	+5,5 %	+4,5 %	+3,8 %	FMI
Croissance du PIB réel par habitant	+2,6 %	+3 %	+2,3 %	+1,5 %	FMI
Taux d'inflation moyen annuel	+4,3 %	+4,5 %	+11 %	+12,2 %	FMI
Solde budgétaire global, dons compris (en % du PIB)	-6,5 %	-4,9 %	-5,3 %	-4,7 %	FMI
Dette publique (en % du PIB)	63,8 %	63,6 %	56,9 %	55,1 %	FMI
Dette extérieure publique (en % du PIB)	25,8 %	28,0 %	25,1 %	24 %	FMI

Stratégie de développement agricole

Le Togo vise à doubler sa production de café d'ici 2030

Dans le cadre de sa stratégie de développement agricole, le Togo vise à doubler sa production nationale de café d'ici 2030, la portant de 25 000 à 50 000 tonnes. En parallèle, la transformation locale du café devrait connaître une croissance de 40 %, soit un volume de 20 000 tonnes. Cette ambition, soutenue par l'adoption d'accords internationaux pour assurer de meilleurs revenus aux producteurs et moderniser l'ensemble de la filière.

● Joël Yanclo

Le Conseil des ministres du 5 novembre 2024 a validé deux accords internationaux pour le développement de la filière café togolaise. Le premier est l'accord de l'Organisation interafricaine du café (OIAC), adopté à Accra en 2020, visant à dynamiser le commerce intra-africain du café et promouvoir la consommation locale dans les pays producteurs. Le second est l'accord international de l'Organisation Internationale du Café (OIC), signé à Bogota en 2022, avec pour objectif de renforcer la résilience du secteur face aux défis climatiques et sanitaires. La vision de ce programme de développement est d'atteindre une production de 50 000 tonnes de café d'ici 2030 et de faire passer le taux de transformation locale à 20 000 tonnes, avec une progression de 40 % par rapport aux volumes actuels. Ces efforts visent aussi à diversifier les opportunités économiques et à favoriser les initiatives entrepreneuriales, en particulier pour les jeunes et les femmes, dans un secteur en pleine évolution. Le gouvernement togolais veut transformer la filière café en une véritable locomotive économique. Cette stratégie repose sur trois principaux axes : l'amélioration des



conditions de vie des producteurs, l'optimisation de la qualité et de la rentabilité du café togolais, et l'encouragement des investissements privés et internationaux dans la filière. En soutenant la transformation locale, le Togo espère créer un écosystème autour de la caféiculture, tout en captant une plus grande part de la valeur ajoutée générée par cette ressource. Les accords internationaux validés en 2024 apportent un cadre d'action plus structuré, permettant de lutter efficacement contre les maladies qui menacent les plantations et de répondre aux défis du changement climatique. L'adoption de ces accords pourrait aussi renforcer la compétitivité de la caféiculture togolaise sur le marché mondial, consolidant



l'image d'une production de qualité.

Un secteur en pleine transformation

Historiquement, la caféiculture togolaise a été un pilier de l'économie nationale, mais elle a subi une baisse de production au fil des années. Grâce aux politiques de relance et aux investissements privés, le Togo a inversé cette tendance : de 10 950 tonnes en 2013, la production a grimpé à 27 336 tonnes en 2023, avec une amélioration notable des rendements. Les récentes initiatives visent désormais à structurer la filière de manière durable, en intégrant tous les maillons de la chaîne de valeur pour maximiser les retombées économiques. Le Togo mise sur une caféiculture modernisée et inclusive pour dynamiser son économie rurale, avec l'espoir de faire du café une source de revenus décente pour les producteurs et un moteur de croissance pour l'ensemble du pays.

Sécurité maritime

Le Togo renforce ses capacités de recherche et de sauvetage

La marine nationale a pris part du lundi 04 au jeudi 7 novembre à l'édition 2024 de l'exercice Grand African Nemo.

Cet événement annuel, organisé en collaboration avec la France, a réuni plusieurs nations et vise à consolider la coopération régionale des pays riverains du Golfe de Guinée en matière de sécurité maritime. Pendant quatre jours, l'activité a permis aux forces togolaises de s'évaluer à travers un exercice de simulation grandeur nature dans les eaux territoriales et de bénéficier de l'expertise de leurs pairs. L'opération s'est déroulée autour de plusieurs thèmes, dont la lutte contre la piraterie maritime et la pêche illicite, non déclarée et non réglementée. «

Nous avons profité pour renforcer les capacités des différentes administrations dans la gestion de crise, et le retour d'expérience de ces exercices va nous permettre de mettre à jour nos plans d'intervention d'urgence », a indiqué Takougnadi Néyo, préfet maritime. Pour rappel, le Togo dispose

d'une unité spéciale de garde-côtes afin d'assurer une meilleure surveillance des eaux togolaises, de lutter contre les trafics opérés par les pirogues en dehors des zones surveillées et de prévenir la pollution en mer.

(Togo Officiel)



CCI-Togo

José Kwassi Syménouh a échangé avec l'ambassadrice turque

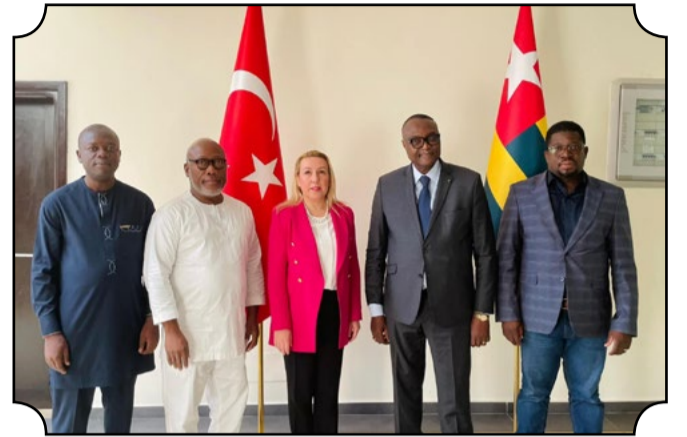
En vue de renforcer les liens économiques entre le Togo et la Turquie, le Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Togo (CCI-Togo), José Kwassi Syménouh, a rencontré, ce 8 novembre 2024, l'Ambassadrice turque Muteber Kiliç à Lomé.

● Junior Aredola

Création de partenariats durables entre les opérateurs économiques des deux pays, avec une volonté d'explorer de nouvelles opportunités dans des secteurs essentiels comme le commerce, l'agriculture, et le tourisme. Lors de cette rencontre, le Président de la CCI-Togo a exposé plusieurs projets phares de la chambre, dont la réhabilitation des infrastructures ferroviaires, un soutien renforcé au secteur agricole - avec un intérêt particulier pour la filière rizicole - et la création d'une banque agricole. Ces initiatives visent à soutenir les jeunes entrepreneurs togolais et à redynamiser l'économie locale, notamment via le secteur touristique et la modernisation des infrastructures hôtelières. L'Ambassadrice Kiliç a souligné l'alignement de ces projets avec les priorités de la Turquie au Togo, exprimant un intérêt particulier pour le secteur du tourisme, où la Turquie est reconnue pour son expertise. À cet effet, une délégation d'hommes d'affaires turcs est attendue à Lomé le 18 octobre prochain pour un forum économique à Aného. Cette première rencontre directe avec les entrepreneurs togolais vise à établir des partenariats dans les secteurs stratégiques de l'agriculture, de l'industrie, et du commerce.

L'industrie et le tourisme au cœur des ambitions communes

Les deux parties ont convenu d'une visite à la Plateforme Industrielle d'Adetikope (PIA), un site qui pourrait offrir des opportunités d'investissement pour les opérateurs économiques turcs. Ce centre stratégique soutient l'industrialisation croissante du Togo et



pourrait constituer un vecteur majeur de coopération entre les deux pays. Avec un volume d'échanges ayant atteint près de 300 millions de dollars en 2023, cette dynamique illustre la complémentarité des deux économies, qui englobent à la fois les matières premières togolaises et les produits manufacturés turcs. L'intérêt de la Turquie pour le Togo se traduit par l'engagement d'acteurs turcs à soutenir des projets de développement clés. Cette relation privilégiée ouvre la voie à des investissements supplémentaires dans des secteurs porteurs, renforçant la position du Togo comme partenaire de choix en Afrique de l'Ouest.

Un modèle de coopération bilatérale

Cette rencontre représente une avancée significative dans la stratégie de développement économique du



Togo. En s'appuyant sur l'expertise turque dans des secteurs comme le tourisme et l'industrie, le Togo compte diversifier son économie et accroître ses capacités d'exportation. Par ailleurs, l'engagement du Togo pour l'accompagnement des jeunes porteurs de projets démontre une volonté de stimuler l'entrepreneuriat local et d'encourager une économie durable, avec la Turquie comme partenaire clé. Les échanges commerciaux entre le Togo et la Turquie ont connu une croissance soutenue, témoignant d'un intérêt mutuel pour des projets structurants à fort impact économique. Les perspectives de ce partenariat promettent d'accélérer le développement industriel et touristique du Togo, en attirant des investissements étrangers et en créant des ponts solides entre les deux pays. Cette collaboration s'inscrit dans une vision de développement durable et inclusif, plaçant le Togo et la Turquie dans une dynamique de coopération économique où chacun peut bénéficier des atouts de l'autre. Avec des initiatives comme la PIA et des projets d'infrastructure ambitieux, le partenariat Togo-Turquie est sur la voie d'un développement mutuellement bénéfique.

Intelligence artificielle

Une série d'activités immersives annoncée à Lomé

La capitale togolaise abritera du 13 au 15 novembre prochain une série d'activités liées à l'intelligence artificielle.

L'initiative, dénommée 'La rencontre autour de l'IA' est propulsée par le ministère de l'économie numérique et de la transformation digitale, avec le concours de plusieurs entités. Pendant trois jours, il sera question d'ateliers, de panels, de sessions de présentations, de plénières et de networking autour de thématiques en lien avec l'IA et ses applications. L'ambition

est notamment de renforcer l'engagement du pays sur le sujet, et de poursuivre la



création d'un écosystème digital dynamique, inclusif et compétitif, capable de répondre aux défis actuels et futurs en s'appuyant sur les innovations technologiques. Il y a quelques mois, le pays, qui a entamé des manœuvres pour se doter d'une stratégie nationale, a accueilli un salon inédit dédié à l'IA.

(Togo Officiel)

UNION ECONOMIQUE ET MONETAIRE
OUEST AFRICAINE
(UEMOA)**AVIS DE RECRUTEMENT**

N° 006/2024/DSAF/DRH

La Commission de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) ayant son siège à Ouagadougou, Burkina Faso, procédera au recrutement d'un Professionnel chargé des questions douanières (spécialiste en procédures et régimes douaniers) pour les services de la Commission de l'UEMOA.

I. Conditions générales du recrutement**1. Dossier de candidature**

Chaque dossier de candidature doit comporter :

- une demande signée du candidat indiquant clairement l'emploi pour lequel il postule ;
- une lettre de motivation ;
- un curriculum vitae auquel sont annexées les attestations des expériences acquises (certificats de travail, attestations) ;
- une copie certifiée conforme du ou des diplômes.

2. Nationalité

Les candidats doivent être ressortissants de l'un des Etats membres de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), à savoir le Bénin, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, la Guinée-Bissau, le Mali, le Niger, le Sénégal et le Togo.

3. Dépôt et date de clôture des candidatures

Le dossier de candidature, qui doit être déposé sous pli fermé, portera :

a) au recto, la référence de l'emploi ;

- un extrait du casier judiciaire datant de moins de trois (03) mois ;
- un certificat médical d'aptitude délivré par un médecin agréé.

a) Les candidats ayant adressé un dossier de candidature à la Commission de l'UEMOA avant la publication du présent avis sont invités à soumettre un nouveau dossier satisfaisant aux conditions ci-dessus.

Aucun dossier ne sera retourné.

b) Seuls les candidats retenus à la phase de présélection seront saisis de la suite réservée à leur demande.

Cet avis de recrutement est disponible sur le site internet de la Commission de l'UEMOA : www.uemoa.int.

Emploi :

« N° ECS/01-2024/DMRC/DUDLC/DUD/PMCLC ».

Professionnel chargé des questions douanières (spécialiste en procédures et régimes douaniers).

I. CARACTERISTIQUES DU POSTE**1. Principale tâche**

Participer à l'élaboration, à l'adoption et au suivi de la mise en œuvre des textes communautaires en matière de procédures douanières et de régimes douaniers, en conformité avec les dispositions de la Convention de Kyoto Révisée, de l'Accord de Bali sur la Facilitation des Echanges, des Accords et Conventions internationaux, du Cadre de Normes SAFE et des divers instruments de l'Organisation Mondiale des Douanes.

2. Tâches spécifiques

- Contribuer au suivi et à l'évaluation de la mise en œuvre du Code Communautaire des Douanes de l'Union et de tous autres textes

III. EXPERIENCES PROFESSIONNELLES**1. Expérience générale**

Avoir accumulé au moins dix (10) ans d'expérience professionnelle dans une administration douanière des Etats membres.

2. Expérience spécifique

- Avoir une expérience d'au moins trois (03) années dans les services en charge de la Législation et de la Réglementation douanières ;
- Avoir une expérience en gestion des projets serait un atout.

IV. EXPERIENCES PROFESSIONNELLES**1. Savoirs**

- Des Connaissances supplémentaires en Accord de l'OMC sur la Facilitation des échanges, en Système Harmonisé, en Règles d'origine, en Valeur, en Gestion Coordonnée des frontières, ou en Gestion des risques seraient des atouts.
- Connaissances informatiques suffisantes pour être autonome dans le traitement des dossiers relevant de sa compétence, notamment dans les logiciels suivants : Word, Excel, Power Point, etc.

2. Savoir faire

- Bonnes capacités managériales ;
- Compétences techniques avérées ;
- Parler et écrire couramment le Français ;
- Parler et écrire couramment l'Anglais serait un atout ;
- Maîtrise des logiciels suivants : Word, Excel, Power Point.

3. Savoir être

- Avoir un sens élevé de la discipline et de l'organisation ;

b) au verso, les nom et prénoms du candidat.

et doit être déposé à la Commission de l'UEMOA ou adressé, par voie postale, à :

MONSIEUR LE PRESIDENT DE LA COMMISSION DE L'UEMOA
380, Avenue du Professeur Joseph KI-ZERBO
01 B.P. 543
OUAGADOUGOU 01
Burkina Faso

Préciser dans l'objet la référence du poste. Par exemple :

« N° ECS/01-2024/DMRC/DUDLC/DUD/PMCLC ».

Toutes les candidatures reçues après la date limite ou envoyées à toute autre adresse ou sans la référence du poste vacant, seront rejetées.

Date limite de dépôt des candidatures :

15 novembre 2024

II. Procédure de recrutement

Le recrutement se déroulera en deux (02) étapes :

- une phase de présélection sur dossier ;
- une phase de sélection en deux étapes :
 - un test écrit, et ;
 - un entretien oral

La sélection sera faite parmi les candidats présélectionnés.

Avant tout engagement, le candidat retenu devra fournir :

- un extrait d'acte de naissance ou tout document en tenant lieu ;
- un certificat de nationalité (original ou copie légalisée) ;

communautaires en matière douanière ;

- Assurer le suivi de la mise en œuvre des régimes douaniers ;
- Contribuer au suivi et à l'évaluation de la mise en œuvre de tous autres textes communautaires en matière douanière ;
- Produire des notes techniques sur des thèmes douaniers ;
- Organiser et participer à des réunions avec les Etats membres et les Institutions Internationales partenaires ;
- Participer aux activités d'information et de sensibilisation ;
- Exécuter des missions pour le compte de la Commission ;
- Conduire des études sur des thèmes reconnus pertinents pour l'édification du marché Commun ;
- Mener toutes autres activités qui lui seront confiées.

II. QUALIFICATIONS ET APTITUDES**1. Diplômes :**

- Maîtrise en Droit ou en Sciences Economiques (BAC + 4) au moins ;
- Diplôme d'Inspecteur des douanes issu d'une structure nationale de formation douanière.

2. Formations complémentaires spécifiques :

Formation en Convention de Kyoto Révisée ;

Formations complémentaires en valeur, en règles d'origine, en système harmonisé ou en gestion des risques.

- Avoir la culture du Respect de la hiérarchie ;
- Savoir travailler en équipe ;
- Avoir un très bon esprit de partage des connaissances et des expériences

4. Age limite

Le Professionnel chargé des questions douanières (spécialiste en procédures et régimes douaniers) devra être âgé au plus de 45 ans au 31 décembre 2024.

V. CLASSIFICATION PROFESSIONNELLE

Le Professionnel chargé des questions douanières (spécialiste en procédures et régimes douaniers) est classé au grade P de la grille des salaires du personnel de l'UEMOA.

VI. DUREE DU CONTRAT

L'engagement du Professionnel chargé des questions douanières (spécialiste en procédures et régimes douaniers) est à durée indéterminée à l'issue d'une période probatoire de douze (12) mois.

Ouagadougou, le 23 OCT 2024

Commissaire chargé du Département des Services Administratifs et Financiers


Lassine BOUARÉ

Energie

Les pannes de courant au Nigeria mettent le Togo en difficulté

Les perturbations de la fourniture de l'électricité en provenance du Nigeria affectent plusieurs de ses voisins ouest-africains, qui doivent trouver des sources alternatives viables pour éviter de plonger leurs populations dans des pénuries préjudiciables.

Les sérieuses pertes de tension que connaît récemment le réseau électrique du Nigeria continuent d'affecter le Togo, dont il est un important fournisseur d'énergie. De sources locales, un nouvel effondrement des flux jeudi 7 novembre vers 11 h a fait plonger les capacités de fourniture nigérianes de 4000 à 2300 MW. C'est selon TogoFirst la 11ème fois en 2024 qu'une situation de ce genre se produit. Ainsi, si « Les moyens de production électrique de la CEET ont immédiatement été mobilisés afin de minimiser les perturbations dans la fourniture d'électricité », « des interruptions de service pourraient être observées dans certaines zones du réseau de distribution » a communiqué la Compagnie d'Énergie Électrique du Togo. La récurrence de ces



crises électriques au Nigeria interpelle quant à l'avenir de la distribution au profit de ses partenaires ouest-africains. En 2022, le Togo a consommé environ 2100 GWh d'énergie électrique, dont 53% provenaient de la Transmission Company of Nigeria et du Ghana via la Volta River Authority. Il y a quelques mois, le Bénin voisin avait lui aussi subi des pénuries dues à la crise au Nigeria chez qui il s'approvisionnait en proportions importantes. Face à ce problème, il devient urgent pour ces pays de trouver des

alternatives d'approvisionnement et/ou de production viables. Par ailleurs, le Nigeria s'était plaint cette année de factures impayées par ses clients que sont le Niger, le Bénin et le Togo. Des dettes en voie d'apurement, comme le confirme le rapport du 2e trimestre 2024 de la Commission de régulation de l'électricité (NERC), qui montre que les 3 pays ont épongé cumulativement 9,81 millions USD de leurs 15,6 millions USD d'arriérés.

Avec Agence Ecofin

Afrique

Nouvelle solution mobile pour les opérateurs de télécoms

MellowVans, société de véhicules électriques (VE) basée à Stellenbosch, en partenariat avec Itemate Solutions, a procédé au lancement d'une nouvelle solution mobile pour les opérateurs de télécoms en Afrique.

● Wilson Lawson

Neil du Preez, PDG de MellowVans, premier constructeur automobile sud-africain à obtenir l'homologation européenne et britannique, explique que les véhicules ont été conçus spécifiquement pour le marché africain en termes de robustesse et d'exigences en matière de maintenance. « Nos MellowVans sont devenus monnaie courante dans les centres urbains d'Afrique du Sud, où les marques profitent de leur faible coût d'exploitation, de leur facilité d'entretien, de leur technologie et données en vue d'améliorer leurs services de livraisons sur le dernier kilomètre. Après une démonstration de faisabilité réussie avec Telkom, nous déployons maintenant une version adaptée de nos véhicules afin de répondre aux besoins des opérateurs de télécommunications en Afrique. » Les opérateurs de télécommunications disposent ainsi de véhicules électriques MellowVans associés à une plateforme de point de vente personnalisée et mise en place par Itemate. Cela permet de créer une vitrine mobile à partir de laquelle les agents peuvent offrir un service à



la clientèle, inscrire de nouveaux clients, effectuer les procédures RICA, vendre du temps d'antenne et procéder à l'enregistrement des cartes SIM. D'après Robert van Breukelen, PDG d'Itemate Solutions, les Véhicules Électriques répondent à un besoin croissant des opérateurs de télécommunications visant à améliorer leurs capacités de service à la clientèle. « Les pays du continent introduisent des réglementations plus strictes en matière d'enregistrement des clients, ce qui a un impact direct sur la capacité des opérateurs des télécommunications à augmenter rapidement le nombre de leurs abonnés. Le partenariat avec MellowVans offre aux opérateurs téléphoniques une solution rentable, respectueuse de l'environnement et attrayante, permettant de toucher les clients là où ils se trouvent, au lieu d'attendre d'eux qu'ils se déplacent jusqu'aux magasins

de briques et de mortier. » Les MellowVans sont des véhicules destinés aux services livraison électriques développés et fabriqués en Afrique du Sud, qui assurent le transport à faible coût et sans émissions sur le dernier kilomètre pour la distribution du commerce électronique. Ces véhicules à trois roues sont fabriqués dans l'usine de Stellenbosch, avec du matériel local ayant une proportion de 70 %. Ces véhicules sont très appréciés des marques sud-africaines qui les intègrent à leur flotte de livraison, notamment Takealot, Spar, Woolworths et DHL. Le coût au kilomètre de ces véhicules est le plus bas de toutes les solutions de dernier kilomètre, comme le précise M. du Preez. « Nos véhicules ont une autonomie de 130 km à chaque recharge, ce qui, aux tarifs actuels d'Escom, se traduit par un coût de 15 centimes par kilomètre. En outre, notre plateforme technologique fournit des informations en temps réel sur les performances des véhicules, le comportement des conducteurs et d'autres paramètres, ce qui permet aux opérateurs d'avoir un meilleur contrôle et une meilleure visibilité de leur flotte. »

Solutions durables

Beacon Power Services clôture un financement de Série A

Beacon Power Services (BPS), entreprise de technologie de l'énergie fournissant des solutions de gestion des données et des réseaux pour aider le secteur technologique africain à distribuer l'électricité de manière plus efficace, a annoncé aujourd'hui la clôture d'un tour de financement Série A pour un montant non divulgué.

● Junior Aredola

Ce tour a été mené par Partech, avec la participation de Finnfund, Gaia Impact, Proparco et des investisseurs historiques Kaleo Ventures et Seedstars Africa Ventures. Les autres investisseurs comprennent Clermont, Global Brain et son CVC partenaire JGC MIRAI Innovation Fund, et On.Capital. Clermont a agi en tant que conseiller financier de Beacon Power Services dans le cadre de cette transaction. Ce financement permettra à BPS d'étendre son offre de produits, de soutenir la croissance de ses opérations actuelles et de s'étendre à des nouveaux marchés en Afrique de l'Est et en Afrique australe. Les réseaux électriques africains font face à d'importants défis, les services publics ayant du mal à fournir un service constant en raison d'infrastructure obsolètes et de données peu fiables. BPS transforme la gestion des réseaux par les services publics africains en fournissant des solutions basées sur les données, spécifiquement conçues pour répondre aux besoins uniques du secteur énergétique du continent. Le système CAIMS (Customer and Asset Information Manager System) est une plateforme cartographique numérique et d'adressage, activée par l'IA (SIG), qui aide les



services publics à collecter et organiser les données plus efficacement. Elle permet des prises de décisions plus intelligentes, basées sur les données, et la fourniture d'un meilleur service à des millions de clients. ADORA offre une surveillance et un contrôle en temps réel du réseau, pour une meilleure efficacité opérationnelle et une gestion efficace de la distribution de l'électricité tout en réduisant les pannes. Les produits de BPS ont déjà conduit à une croissance significative au Ghana, où BPS a aidé la Compagnie d'Électricité du Ghana (ECG) à digitaliser entièrement ses opérations, fournissant une électricité fiable à plus de cinq millions de clients, tout en doublant les revenus en seulement deux ans. Grâce au financement de la Série A, BPS prévoit de continuer à améliorer ses offres de produits tout en s'étendant à travers le continent pour répondre plus efficacement aux défis des réseaux africains. « Avec un parcours exceptionnel

dans la transformation de la gestion des réseaux pour les services publics au Nigeria et au Ghana, Beacon Power Services s'est imposé comme un leader dans la résolution des défis énergétiques de l'Afrique grâce à ses solutions basées sur les données, » a déclaré Cyril Collon, General Partner chez Partech. « Nous croyons au potentiel des fondateurs africains pour résoudre les problèmes les plus urgents du continent, et BPS incarne le type d'entreprise pour lequel nous avons créé notre fonds Partech Africa II. Nous sommes impatients de travailler en partenariat avec BPS alors qu'ils développent leurs opérations et augmentent leur impact à travers l'Afrique. » « Nous sommes très heureux d'investir aux côtés de Partech afin de soutenir le développement panafricain de BPS. L'action de BPS est particulièrement alignée avec le mandat VC de Proparco dédié au soutien de start-ups innovantes du continent.

Afrique du Sud

Accord avec le Chili sur la pêche et l'aquaculture durable

L'Afrique du Sud est le 4ème marché pour le poisson et les produits dérivés en Afrique après l'Égypte, le Maroc et le Nigeria. Le pays qui dépend de la pêche pour la quasi-totalité de son approvisionnement local en poissons veut se renforcer dans la pêche et l'aquaculture durable.

L'Afrique du Sud vient de signer un protocole d'accord avec le gouvernement du Chili portant sur la gestion durable de la pêche et de l'aquaculture. L'annonce a été faite dans un communiqué publié le lundi 4 novembre sur le site du ministère des Forêts, de la Pêche et de l'Environnement. Dans le cadre de ce partenariat, les deux pays s'engagent à mettre sur pied un comité technique conjoint pour superviser la mise en œuvre d'initiatives visant la promotion des meilleures pratiques et des principes de gestion durable dans le secteur. Selon les détails du communiqué, les axes d'interventions portent sur la recherche, la promotion des



technologies modernes, le renforcement des capacités, le partage des connaissances dans la gestion des pêcheries artisanales et industrielles ainsi que la lutte contre la pêche illégale, non déclarée et non réglementée (INN). « À travers ce partenariat stratégique, l'Afrique du Sud et le Chili visent à créer de nouvelles opportunités de développement et d'innovation dans les secteurs de la pêche et de l'aquaculture, garantissant que les ressources marines soient gérées de ma-

nière responsable et durable au bénéfice des deux pays », a déclaré Narend Singh, vice-ministre sud-africain des Forêts, de la Pêche et de l'Environnement. Le Chili est le 2ème producteur sud-américain de poisson après le Pérou, selon les données de la FAO avec des captures atteignant 3,5 millions de tonnes en 2022 dont 60 % proviennent de la pêche. En Afrique du Sud, le marché du poisson et des fruits de mer devrait générer près de 2 milliards \$ de recettes en 2024, selon les projections formulées sur la plateforme Statista. D'après la FAO les captures de poissons dans la nation arc-en-ciel ont atteint 500 000 tonnes en 2022.

Avec Agence Ecofin



BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE

vendredi 8 novembre 2024

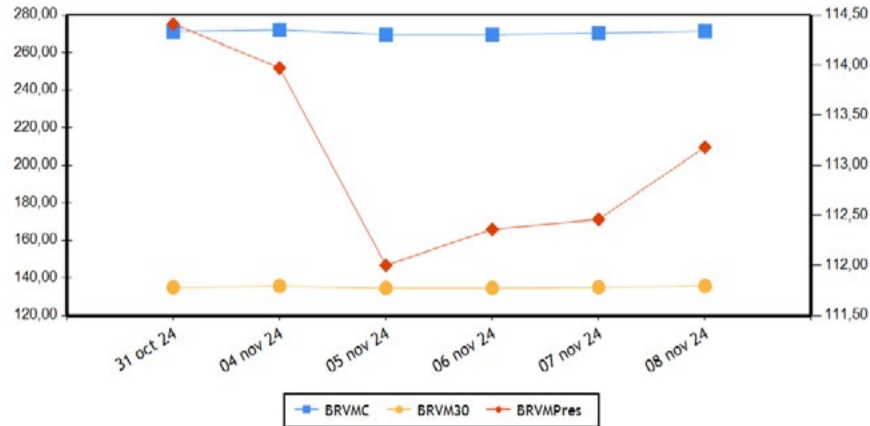
N° 214

BRVM COMPOSITE	271,33
Variation Jour	0,42 % ↑
Variation annuelle	26,70 % ↑

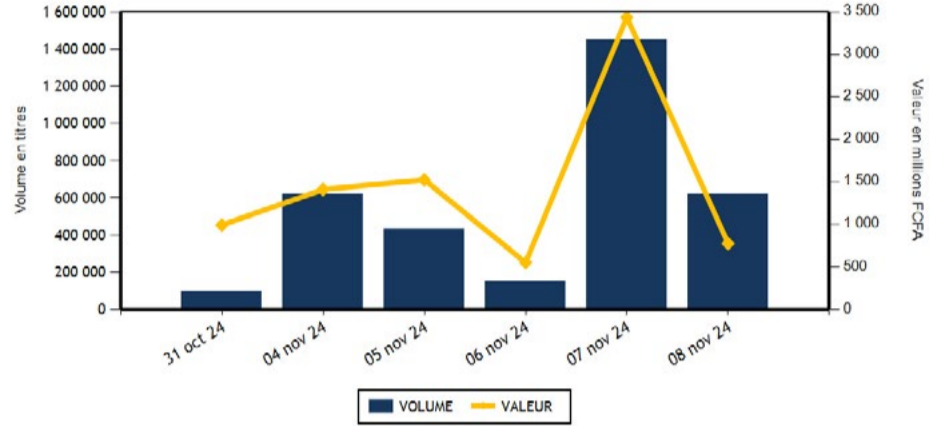
BRVM 30	135,64
Variation Jour	0,45 % ↑
Variation annuelle	25,77 % ↑

BRVM PRESTIGE	113,18
Variation Jour	0,64 % ↑
Variation annuelle	11,54 % ↑

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	9 841 804 021 622	0,41 %
Volume échangé (Actions & Droits)	605 428	-58,18 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	591 459 437	-82,78 %
Nombre de titres transigés	43	0,00 %
Nombre de titres en hausse	14	-6,67 %
Nombre de titres en baisse	9	-43,75 %
Nombre de titres inchangés	20	66,67 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	10 518 878 620 495	0,03 %
Volume échangé	18 419	11 484,28 %
Valeur transigée (FCFA)	181 917 527	11 945,13 %
Nombre de titres transigés	6	200,00 %
Nombre de titres en hausse	4	
Nombre de titres en baisse	1	0,00 %
Nombre de titres inchangés	1	0,00 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SMB CI (SMBC)	11 000	5,72 %	4,46 %
SOGB CI (SOGC)	4 500	4,29 %	37,61 %
CIE CI (CIEC)	2 325	3,10 %	36,76 %
BICI CI (BICC)	12 000	3,00 %	60,21 %
ONATEL BF (ONTBF)	2 390	2,80 %	4,82 %

PLUS FORTES BAISES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
UNIWAX CI (UNXC)	405	-6,90 %	-24,30 %
BERNABE CI (BNBC)	1 100	-4,76 %	10,00 %
BANK OF AFRICA BF (BOABF)	3 210	-2,73 %	-54,01 %
AFRICA GLOBAL LOGISTICS CI (SDSC)	1 400	-2,44 %	3,70 %
SOLIBRA CI (SLBC)	14 200	-2,04 %	63,22 %

INDICES PAR COMPARTIMENT

Base = 100 au 02 janvier 2023	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM-PRESTIGE	10	113,18	0,64 %	11,54 %	52 400	243 538 455	8,75
BRVM-PRINCIPAL	36	135,67	0,36 %	30,50 %	552 055	343 208 592	12,88

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	11	124,51	-0,04 %	23,24 %	15 018	86 971 025	18,62
BRVM - SERVICES PUBLICS	5	732,89	0,59 %	37,90 %	21 144	174 608 180	10,21
BRVM - FINANCES	15	101,60	0,33 %	17,57 %	507 098	181 399 582	5,69
BRVM - TRANSPORT	2	342,90	-2,38 %	3,61 %	2 023	2 763 315	4,45
BRVM - AGRICULTURE	5	196,91	1,28 %	21,88 %	20 776	81 885 960	14,12
BRVM - DISTRIBUTION	7	338,63	-0,19 %	3,17 %	38 137	58 980 905	42,41
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	690,97	0,00 %	-37,78 %	259	138 080	-

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
PER moyen du marché	10,79
Taux de rendement moyen du marché	8,49
Taux de rentabilité moyen du marché	10,36
Nombre de sociétés cotées	46
Nombre de lignes obligataires	155
Volume moyen annuel par séance	431 052,00
Valeur moyenne annuelle par séance	1 227 655 438,94

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
Ratio moyen de liquidité	35,58
Ratio moyen de satisfaction	37,01
Ratio moyen de tendance	104,01
Ratio moyen de couverture	96,14
Taux de rotation moyen du marché	0,06
Prime de risque du marché	3,52
Nombre de SGI participantes	31

Définitions

Volume moyen annuel par séance = Volume annuel échangé / nombre de séances
 Valeur moyenne annuelle par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances
 Ratio moyen de liquidité = Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)
 Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de couverture = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)
 Taux moyen de rotation = moyenne des PER des actions cotées (volume transigé/capital flottante)
 PER moyen du marché = moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif
 Taux de rendement moyen = moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende
 Taux de rentabilité moyen = moyenne des taux de rentabilité des actions cotées
 Prime de risque du marché = (1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'État

BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES PAYS DE L'UEMOA
 Siège Social : Abidjan - Côte d'Ivoire, 18 av. Joseph Anoma
 Adresse : 01 BP 3802 Abidjan 01
 Tel : +225 20 31 55 50 / +225 20 32 66 85
 Fax : +225 20 32 66 84
 E-mail : brvm@brvm.org Site web : www.brvm.org

Victoire de Trump

Des gains records pour les 10 plus grandes fortunes mondiales

La victoire de Donald Trump à la présidentielle américaine a rapporté 63,5 milliards de dollars aux dix plus grandes fortunes mondiales, selon l'indice Bloomberg Billionaires. Cette hausse record s'explique par la montée en flèche des actions américaines, selon le groupe financier américain.

Les dix plus grandes fortunes du monde ont enregistré un gain record après la victoire de Donald Trump. Selon l'indice Bloomberg Billionaires, qui établit un classement quotidien des personnes les plus riches de la planète, elles ont engrangé 63,5 milliards de dollars en une journée mercredi. Il s'agit de la plus forte augmentation depuis la création de cet indice en 2012. En tête de ce classement, Elon Musk a vu son patrimoine augmenter de 26,5 milliards de dollars. Pour rappel, l'action du groupe Tesla, propriété du milliardaire américain, a pris plus de 15% dans les échanges d'avant-séance à Wall Street mercredi, porté par le soutien affiché par le milliardaire à Donald Trump. Selon Forbes, la hausse des actions de Tesla lui avait rapporté 15 milliards de dollars dans la matinée mercredi.

Mark Zuckerberg et Bernard Arnault en baisse

La fortune du patron d'Amazon, Jeff Bezos, s'est elle accrue de 7,14 milliards de dollars. Celle du PDG d'Oracle, Larry Ellison, a bondi de 9,88 milliards de dollars, celle de Bill Gates de 1,82 milliard de dollars, tandis



que celles des cofondateurs de Google Larry Page et Sergey Brin ont respectivement augmenté de 5,53 et 5,17 milliards. Le directeur général de Berkshire Hathaway, Warren Buffett, et l'ancien PDG de Microsoft, Steve Ballmer, ont enfin vu leur fortune augmenter de 7,58 et 2,81 milliards de dollars. Troisième fortune mondiale, Mark Zuckerberg a pour sa part pâti de l'élection américaine avec une perte de 80,9 millions de dollars. Bernard Arnault, cinquième du classement, a lui vu sa fortune fondre de 2,85 milliards de dollars. Selon Bloomberg, « une grande partie des gains des ultra-riches s'explique par la montée en flèche des actions américaines, soulignant les paris selon lesquels Donald Trump, à son retour à la Maison Blanche, mettra en œuvre un programme favorisant la réduction des impôts et la diminution de la réglementation ».

Wall Street « est enthousiaste »

Mercredi, la place américaine a clôturé en fanfare, réjouie de la victoire de Donald Trump à l'élection présidentielle américaine, qui a propulsé ses trois indices vedettes à de nouveaux records. Le Dow Jones a bondi de 3,57%, l'indice Nasdaq de 2,95% et l'indice élargi S&P 500 de 2,53%. « Le marché est en pleine effervescence après cette victoire sans appel », a commenté auprès de l'AFP Aaron Clark, de GW&K Investment Management. Les investisseurs ont montré leur « optimisme concernant les perspectives de croissance après la victoire de Donald Trump », a souligné Patrick O'Hare de Briefing.com, dans une note. Wall Street « est enthousiaste » à l'idée qu'une « moindre régulation, des taux d'imposition plus bas, et un environnement favorable aux entreprises (...) stimuleront les ventes et la rentabilité », a avancé de son côté Jose Torres, d'Interactive Brokers. (Avec AFP)

Jeu vidéo

La PS5 Pro sur un marché où la tech est devenue (trop) chère

L'évolution de la console actuelle de Sony coûtera deux fois plus cher que le modèle comparable. Certains toussent.

Elle est livrable officiellement depuis le jeudi 7 novembre, dès son dévoilement son prix a fait tiquer bon nombre de consommateurs: la PlayStation 5 Pro est vendue 800 euros en Europe, et 800 francs en Suisse. Cela reflète une hausse des prix généralisée dans la tech. Jusqu'ici, cette inflation était pourtant loin de freiner les ventes. Avant la sortie de ce rafraîchissement technologique de la PS5 actuelle, certains joueurs croisés dans les rues de Tokyo ne cachaient cependant pas leur scepticisme.

«Je ne pense pas que je vais l'acheter»



«Je ne pense pas que je vais l'acheter. Je n'ai pas envie de dépenser des sommes comme ça pour acheter une console. Je ne peux pas dire que ça m'attire», commente Hideki Hasegawa, auto-entrepreneur de 45 ans, en se remémorant une époque où ses consoles ne devaient pas

coûter plus de 30'000 yens (environ 170 francs actuels, NDLR). Le doublement du prix (de 400 à 800 francs) par rapport au modèle Slim, (le plus comparable, car aussi sans lecteur de disque) est qualifiée de «défi d'un point de vue marketing», dans une note de Junya Ayada, analyste au sein de la banque J.P. Morgan. C'est la console la plus puissante que nous ayons jamais construite», a mis en avant Mark Cerny, l'architecte principal des consoles du groupe japonais depuis la Playstation 4, lors d'une présentation en ligne. Mais ce bond du prix n'est pas un cas isolé.

Surtaxes sur le cognac

La France toujours ouverte à des négociations avec la Chine

La ministre déléguée au Commerce extérieur, Sophie Primas, a déclaré ce lundi que les négociations restaient « clairement ouvertes » avec Pékin sur les potentielles surtaxes douanières chinoises visant le cognac, sans écarter l'option d'une réplique de Paris.

« Nous ne sommes pas dans une escalade de guerre commerciale et donc il faut rentrer en négociation ». Sophie Primas s'est exprimée depuis Shanghai, après une rencontre dimanche soir avec le ministre chinois du Commerce, Wang Wentao. Ce déplacement intervient dans un contexte d'escalade des tensions commerciales entre la Chine et l'Union européenne (UE), alors que Pékin envisage de surtaxer le cognac. Si elle a assuré lundi avoir eu avec son homologue chinois un discours « extrêmement ferme », elle a souligné que « la France est pour des négociations, évidemment ». Venue à Shanghai pour la Foire internationale des importations de Chine (CIIE), événement commercial majeur dans le pays, la ministre a dit porter un message d'ouverture. « Nos industriels, nos agriculteurs travaillent avec la Chine depuis très longtemps (...). Nous souhaitons que ces relations bilatérales continuent à exister et continuent à s'amplifier », a-t-elle relevé. La France est invitée d'honneur de la CIIE et compte environ 130 entreprises présentes.

Surenchère des droits

France

Michelin ferme deux usines

L'entreprise a annoncé l'abandon avant 2026 de ses sites de Vannes et Cholet où, dans ce dernier lieu, la grève a été votée.

Deux usines à plat et plus de 1200 salariés sur le carreau: Michelin a annoncé mardi la fermeture avant 2026 de ses sites de Cholet et Vannes, mettant en cause « l'effondrement » des ventes des pneus pour camions et camionnettes. La direction du fabricant de pneumatiques français a annoncé cette fermeture mardi matin aux 1254 salariés de ces deux usines de l'ouest de la France, qui la craignaient depuis plusieurs semaines.

Ralentissement

Michelin traverse une année difficile avec le ralentissement du marché des véhicules neufs et la concurrence asiatique. « C'est l'effondrement de l'activité qui a provoqué cette situation, et je veux dire à tous ces salariés que nous ne laisserons personne au bord du chemin », a déclaré



de douane

Pour rappel, l'UE a imposé des droits de douane supplémentaires sur les voitures électriques importées de Chine, définitivement confirmés la semaine dernière par Bruxelles. Cette dernière a ainsi décidé d'ajouter aux 10% de taxe déjà en place une surtaxe allant jusqu'à 35% sur les véhicules à batterie de fabrication chinoise, selon le texte du règlement mis en ligne par la Commission. L'objectif: rétablir des conditions de concurrence équitables avec des constructeurs accusés de profiter de subventions publiques massives. En réponse à cette mesure, la Chine menace de surtaxer les brandys (les eaux-de-vie à base de vin) européens, dont le cognac représente 95% du total. Pékin impose déjà depuis mi-octobre aux importateurs le dépôt d'une caution auprès des douanes chinoises. « On va avoir entre les producteurs de cognac, l'Etat français et

l'Union européenne une discussion à trois, spécifiquement sur ce marché-là », a indiqué lundi Sophie Primas.

L'interprofession s'estime « sacrifiée »

En France, l'interprofession du cognac s'estime « sacrifiée » par le gouvernement, qui a fermement soutenu l'UE. « Nous en appelons à notre gouvernement afin que les démarches nécessaires soient enfin entamées pour mettre fin à cette escalade dont nous sommes les otages et dont l'issue est aujourd'hui plus menaçante que jamais. Ces taxes doivent être suspendues avant qu'il ne soit trop tard », a réclamé début octobre le Bureau national interprofessionnel du cognac (BNIC) dans un communiqué. De son côté, la Commission européenne a annoncé début octobre qu'elle envisageait de soutenir les producteurs européens de brandys. Elle compte ainsi « identifier et évaluer avec soin toutes les possibilités d'offrir un soutien approprié aux producteurs de l'UE confrontés aux effets négatifs de cette décision injustifiée du gouvernement chinois ».

(Avec AFP)



le PDG de Michelin Florent Menegaux dans un entretien avec l'AFP. Michelin avait déjà fortement réduit son empreinte en France, son premier pays: avec Poitiers, Toul, Joué-lès-Tours et La Roche-sur-Yon, il aura fermé six usines en vingt ans. Le groupe avait également annoncé un plan de 2300 suppressions de postes dans l'Hexagone en 2021: il n'y comptera plus que 18'000 salariés après la fermeture de Cholet et Vannes, dont 8000 dans l'industrie. Le géant du pneu n'est pas le seul à tousser: le fort ralentissement du marché automobile provoque de graves difficultés chez les équipementiers

européens, petits et grands, et les fermetures de sites s'enchaînent, comme chez le fabricant de jantes Impériales Wheels et les boîtes de vitesse Dumarey Powerglide. « Les circonstances du marché européen du pneumatique – poids lourds d'un côté, et camionnettes – font que nous ne voyons pas comment nous pourrions recharger ces sites structurellement à moyen et long terme », a expliqué M. Menegaux mardi. La fermeture est devenue « inéluctable » en raison de la concurrence asiatique sur les pneus de camionnettes et poids lourds, les secteurs des deux usines.

(afp)

Forum urbain mondial du Caire

Une ville sûre pour les femmes est sûre pour tous

L'un des principaux messages transmis par les femmes dirigeantes, les activistes, les jeunes et d'autres personnes réunies pour une discussion au Forum urbain mondial au Caire est qu'« une ville sûre pour les femmes est une ville sûre pour tous ».

Les intervenants de la table ronde des femmes ont abordé mercredi des questions telles que la finance, le logement et l'exploration des moyens de garantir un logement adéquat et d'établir des partenariats pour l'autonomisation des femmes au niveau local. Ces thèmes ont été abordés sous l'angle de la plate-forme d'action de Pékin, l'agenda mondial pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes adopté en 1995 par les États membres des Nations Unies, et dont les objectifs font écho à certaines des questions clés du forum de cette année, notamment les femmes et la pauvreté et les femmes et l'environnement.

« Tout commence à la maison »

S'adressant à ONU Info après avoir pris la parole lors de la table ronde, Maimuna Mohd Sharif,



maire de Kuala Lumpur et Envoyée spéciale de la Malaisie pour l'urbanisation durable, a noté qu'alors que les femmes représentent 50 % de la population mondiale, « nous ne sommes pas présentes à la table des décisions », même sur des questions telles que le changement climatique, qui les affectent durement. « Les dirigeants à tous les niveaux devraient sincèrement impliquer les femmes dans la prise de décision », a déclaré Mme Sharif, qui est également une ancienne Directrice d'ONU-Habitat,

l'agence qui organise le Forum biennal.

Les femmes peuvent diriger

Sarah Syed, une militante de la justice climatique âgée de 20 ans et originaire de Toronto, au Canada, a déclaré à ONU Info qu'elle pensait que jusqu'à présent, le FUM12 « avait pris un bon départ ». Membre du Conseil consultatif de la jeunesse d'ONU-Habitat, Mme Syed, a estimé qu'il fallait « continuer sur cette lancée et s'assurer que,

vers la fin du Forum urbain mondial, nous ayons une idée solide de la manière d'impliquer les jeunes ». Selon la jeune activiste, il importe d'investir dans l'éducation des jeunes filles, en particulier dans les domaines des sciences, de la technologie, de l'ingénierie et des mathématiques. « Nous devons investir dans les start-ups de jeunes filles et de femmes, ainsi que dans les entreprises et l'esprit d'entreprise, en veillant à ce qu'elles disposent du financement et de l'accès au financement nécessaires pour développer leurs

propres idées ». Le leadership est également essentiel, a poursuivi Mme Syed, qui a souligné que les femmes devraient être en mesure de diriger leurs communautés autochtones, les gouvernements locaux et les conseils de planification urbaine. « Les femmes ont la capacité de diriger », a-t-elle déclaré.

Des villes « zéro déchet

L'autonomisation, l'égalité des chances et l'inclusion étaient parmi les autres questions clés soulevées par les participants. Betty Osei Bonsu, née au Ghana et directrice nationale de l'Organisation de la jeunesse de l'Afrique verte en Ouganda, a expliqué à ONU Info que le projet de son organisation est centré sur trois domaines clés : le changement climatique, la réduction des risques de catastrophe et l'économie circulaire. « Nous sommes venus pour promouvoir notre plus grand projet, le projet Zero Waste Cities

», a-t-elle déclaré avec enthousiasme. L'autonomisation des femmes et des jeunes filles est un élément essentiel de leur travail, comme en témoigne un projet visant à permettre aux femmes et aux jeunes filles des zones minières de cultiver des champignons et d'utiliser les coques de cacao pour produire du savon localement. L'association responsabilise également les femmes et les jeunes filles grâce à l'élevage de ruches et à la livraison de produits manufacturés écologiques locaux. « Nous avons donné à plus de 120 femmes et jeunes gens de ces communautés les moyens de transformer ces déchets en ressources. Ils ont pu générer des revenus pour eux-mêmes », a ajouté Mme Bonsu. « La résilience est féminine parce que les femmes sont à l'avant-garde des problèmes ».

Avec news.un.org

HOROSCOPE finance

Bélier Vous aurez plutôt tendance à vous laisser aller au gré des courants, adoptant une attitude indifférente devant les événements, qu'ils soient bons ou mauvais. Pourtant, la chance pourrait vous visiter aujourd'hui et vous fournir l'occasion d'arrondir sensiblement votre budget. Si vous gagnez des sommes rondettes, n'hésitez pas à envisager un placement immobilier, car il sera très favorisé.

Taureau Prudence, le terrain financier est miné ! Mars mal aspecté risque de semer la confusion. Mais tout ira bien si vous gérez sagement votre budget et ne prenez aucune initiative hasardeuse. En revanche, si vous commencez à envisager des opérations financières importantes, méfiez-vous : vous risquez de faire les mauvais choix.

Gémeaux Il existera pour vous d'intéressantes perspectives d'un accroissement de votre patrimoine. Mais ne vous réjouissez pas trop vite de ces facilités pour gagner de l'argent, car vous serez en même temps obligé d'en dépenser beaucoup. Il est probable que la balance soit plutôt déficitaire en fin de compte.

Cancer Avec cet aspect de Jupiter, ce sera le moment de demander une prime quelconque ou de réorganiser vos placements. Jupiter vous permettra d'arrondir vos revenus.

Lion Le secteur argent sera touché par cette configuration de Neptune. Tous ceux d'entre vous qui se sont trop endettés vont devoir chercher des solutions pour retrouver l'équilibre. Le mieux serait de prendre rendez-vous avec votre banquier.

Vierge Méfiez-vous des dépenses exagérées, faites pour jeter de la poudre aux yeux de votre entourage. Comptez plutôt sur vos qualités personnelles pour vous mettre en valeur et évitez les extravagances qui ne joueraient d'ailleurs pas à votre avantage et qui, en outre, entameraient sérieusement votre budget.

Balance Attention ! L'insouciance en matière péuniaire risque de vous coûter fort cher. Agissez en sorte que chaque dépense, si petite soit-elle, doive avoir sa pleine justification. Si vos dossiers ne sont pas bien à jour, vous pourriez oublier de régler certaines factures ou traites, et vous vous retrouveriez dans de sales draps ! Vous ne pourrez pas compter sur les astres pour vous tirer de l'embarras.

Scorpion Avec Saturne sous votre manche, la chance vous sourira aujourd'hui. Et si vous avez vécu une malheureuse expérience, une faillite par exemple, vous en sortirez plus audacieux et plus fort qu'avant !

Sagittaire Attention aux opérations financières hasardeuses ! Soyez très vigilant aujourd'hui, et méfiez-vous de personnes peu scrupuleuses qui tenteront d'abuser de votre confiance. Ouvrez l'oeil !

Capricorne Aujourd'hui, de bonnes opportunités de gains vont se présenter. Si vous avez des démarches à faire auprès de votre banque ou d'un organisme de crédit, la Lune en bel aspect vous facilitera les choses.

Verseau L'influence de Mercure en cette configuration sera sensible surtout dans le domaine financier. Elle incitera à l'épargne, et découragera les dépenses importantes dont la nécessité n'est pas clairement établie. Bien entendu, vous aurez tout intérêt à suivre le chemin ainsi balisé par la planète.

Poisson Avec cet aspect de Pluton, nombre d'entre vous vont passer la journée à réorganiser leur budget, ou à tenter de revoir leurs placements et leurs investissements. Mais les décisions à prendre ne seront pas tellement évidentes, et vous risquez donc d'hésiter longuement et changer souvent d'avis.

L'économiste du Togo

Premier Quotidien Economique du Togo - REC N°0602/11/12/19/HAAC
Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières
Edité par l'Agence de communication « CHEZ VOUS TOGO »
N° RCCM : TG-LFW-01-2022-B12-01207
Adresse : Rue Entreprise de l'Union, en face de la Pharmacie des Roses - Agoè Téléssou
Email : contact@leconomistedutogo.tg
Site web : www.leconomistedutogo.tg
REC N°0650 / 07 / 09 / 2022 / HAAC

Directeur Général

Léonard DOSSOU
(+228 96 26 05 15)

Administrateur Délégué

Anicet Carlos OKE
(+228 91 46 14 79)

Directeur de Publication

TIGOSSOU Midas K.A
(+228 90 16 47 09)

Rédacteur en Chef

Joël YANCLO
(+228 97 78 79 07)

Rédacteurs

Hélène MARTELOT

Nicole ESSO

Junior AREDOLA

Vivien ATAKPABEM

Wilson LAWSON

Directeur Commercial

Eli DEKOU
(+228 92 10 93 53)

Correcteur

Michel Yao AYEVA

Graphiste

A.Koffivi. AMOUZOUKPE



AFRIQUE FORTUNE SARLU

Vivre serein dans une propriété sécurisée



Sise à Avedji carrefour Limousine, Lomé Togo
Tel : 91068288/ 90339292

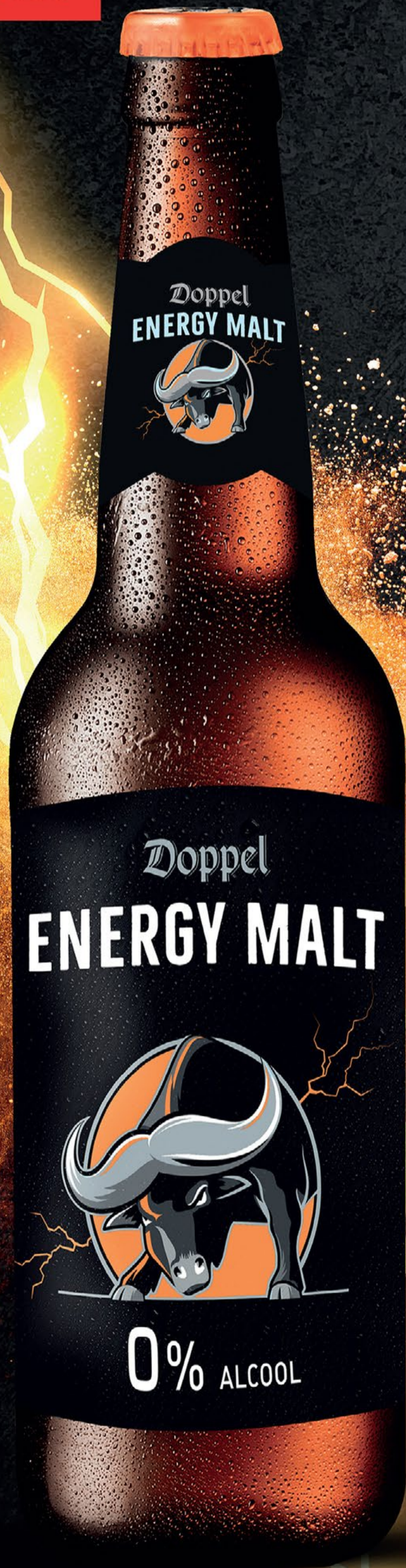
Domaine d'intervention : Expertise juridique, gestion des successions, expertise foncière et immobilière, achat et vente d'immeubles, bâtiment et travaux publics, commerce général import-export.

NOUVEAU

Doppel

ENERGY MALT

0% ALCOOL
100% ENDURANCE



500
FCFA*

BOUTEILLE

33_{CL}

*Prix de vente conseillé

BOISSON INTERDITE AUX MINEURS



BB LOME S.A.
LE LABEL QUALITE
www.bb-lome.com

